



COMPACT II

L'ACTIVITÉ « FORMATION PROFESSIONNELLE »

L'activité « Formation professionnelle », dotée d'un budget de l'ordre de 80,42 millions dollars, a pour objectif le développement et l'amélioration de la qualité de la formation professionnelle et le renforcement des liens entre l'offre et la demande en compétences. Cette activité, mise en œuvre en étroite coopération avec le Département chargé de la Formation Professionnelle, s'articule autour des deux composantes suivantes :



La mise en place du Fonds « Charaka » de la formation professionnelle dédié au financement de : (i) la création ou l'extension de centres de formation professionnelle gérés dans le cadre de partenariats public-privé (PPP) ; et de (ii) la reconversion de centres publics de formation professionnelle existants d'un modèle de gestion classique piloté par le secteur public en un modèle de gestion en PPP, tiré par la demande du secteur privé. Ayant pour finalité l'amélioration de l'employabilité des jeunes et de la compétitivité des entreprises, la mise en place de ce fonds s'appuie sur les expériences pilotes initiées par le gouvernement marocain dans le cadre de l'accompagnement des différentes stratégies de développement des secteurs porteurs (industrie, énergies renouvelables, etc.), à travers la création d'instituts de formation professionnelle à gestion déléguée dans le cadre d'un partenariat entre les secteurs public et privé et dont le modèle de gouvernance préconisé permet de passer d'un mode de gestion classique basé sur l'offre à un mode tiré par la demande du secteur privé.



L'appui à l'opérationnalisation de la réforme de la formation professionnelle. Incarnée par la Stratégie nationale de la formation professionnelle adoptée en juillet 2015 par le Conseil de Gouvernement et s'alignant avec les objectifs de la feuille de route relative au développement de la formation professionnelle présentée devant Sa Majesté le Roi en avril 2019, cette composante s'articule autour de cinq axes, à savoir le financement, le cadre législatif et réglementaire, la formation professionnelle privée, la formation continue et les aspects liés au GIS.

Cet appui, apporté aux acteurs publics et privés concernés, a pour objectif d'améliorer la qualité du système de formation professionnelle et sa capacité à répondre adéquatement aux besoins du secteur productif et des différentes populations cibles, notamment les femmes et les catégories sociales défavorisées.

Cet appui vise aussi à renforcer l'implication du secteur privé dans la gouvernance et la gestion du système de formation professionnelle à tous les niveaux d'intervention (national, sectoriel, régional et local) et en particulier au niveau des centres de formation et dans tous les modes de formation (résidentiel, apprentissage, alterné et formation continue). Cet appui vise également à assurer une cohérence d'ensemble du système de la formation professionnelle, surtout en ce qui a trait à la définition claire des rôles et des responsabilités des différents acteurs, ainsi qu'à la mise en place des mécanismes d'évaluation des performances comme base d'allocation des financements.

Dans le cadre de cette composante, il est prévu aussi l'organisation de conférences annuelles sur les avancées accomplies en matière de réforme de la formation professionnelle. Ces conférences constitueront des espaces d'échange et de partage d'expériences et de bonnes pratiques, tant au niveau national qu'international.